

Pour davantage de transparence sur le subventionnement des partis politiques par des bailleurs de fonds privés

La presse nationale révélait récemment la générosité avec laquelle l'UBS subventionnait les partis bourgeois. A titre d'indication 100'000 francs pour le Parti Libéral suisse (3% des votants), ce qui doit représenter, en proportion, environ un demi million pour le PRD et le PDC (15% de l'électorat chacun). On ne parle même pas de l'UDC, 30% des votants en Suisse, qui n'est sans doute pas moins choyée que les autres.

Cette pratique injuste et opaque - qui pose de toute façon, en temps normal, de grandes questions sur l'équité du système politique et l'indépendance des partis - devient proprement scandaleuse quand l'UBS est elle-même subventionnée à coups de milliards par des fonds publics pour éviter un naufrage causé par l'incompétence et la rapacité de ses dirigeants.

Les partis politiques ont besoin d'argent pour faire leur travail, c'est évident. Mais il faut que leur financement soit transparent et équitable, sans quoi la démocratie n'est qu'une mascarade. Quelle indépendance critique et constructive peut-on attendre de partis dont l'UBS paie si cher la docilité ?

Aussi, nous demandons au Gouvernement qu'il affirme son adhésion au principe d'un subventionnement transparent et équitable de tous les partis politiques, à l'échelon fédéral, cantonal et communal, en donnant l'exemple, et ce en proposant au Parlement des dispositions législatives cantonales en matière de financement des partis politiques, plus particulièrement en prévoyant des dispositions permettant une publicité des comptabilités de ceux-ci.

28.01.03

Groupe CS-POP/VERTS
Hubert Godat

[Signatures]